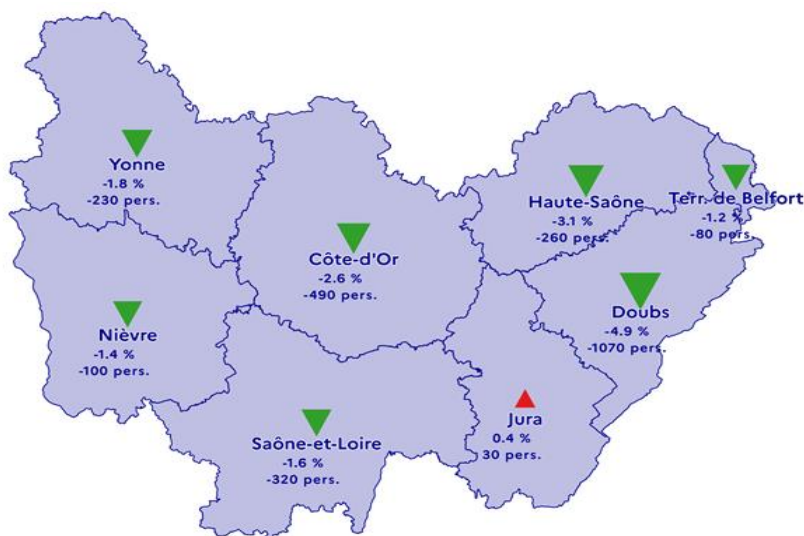


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
-3,8 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

- DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)**
 Cat. A : **100 690** (-2,4 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **97 070** (+0,6 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **197 760** (-1,0 % sur un trim.)
- TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)**
6,4 % au 3^{ème} trimestre 2022
 + 0,0 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2022
 (France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)
- EMPLOI SALARIÉ**
990 610 au 3^{ème} trimestre 2022
 + 0,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2022
- RECOURS À L'INTÉRIM**
37 750 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2022
 + 3,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2022

Au troisième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Bourgogne-Franche-Comté au même rythme que celui enregistré au niveau national. Dans le secteur privé, l'emploi progresse tandis qu'il reste stable dans le secteur public. Hors intérim, l'industrie consolide la hausse de son emploi entamée au deuxième trimestre. Les services marchands progressent légèrement malgré des pertes enregistrées dans l'hébergement-restauration et les transports. La construction confirme une augmentation de ses effectifs observée depuis le début 2020. Le tertiaire non marchand est quant à lui quasi stable. La demande en intérim s'accroît, et ce dans tous les secteurs d'activité. Le dispositif d'activité partielle est largement moins mobilisé : près de 300 000 heures ont été chômées, soit deux fois moins qu'au cours du second trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 59 000) est moins élevé qu'il y a un an (-3,4 %, soit -2 100).

Au quatrième trimestre 2022

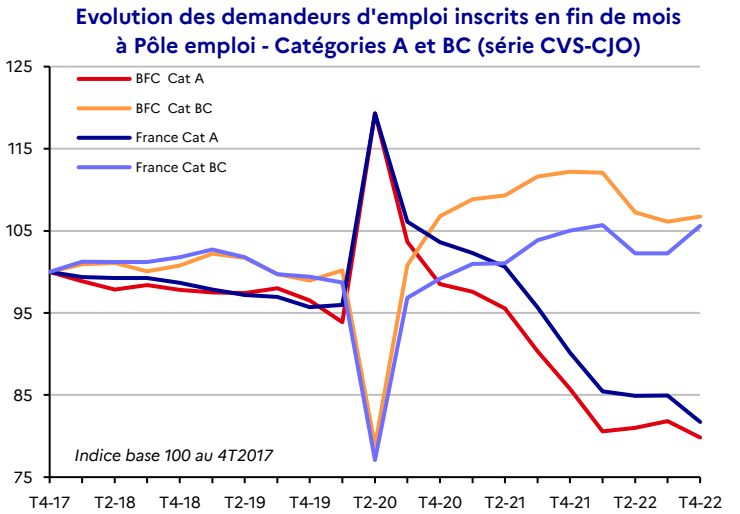
Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente, et en particulier dans l'industrie et la construction. Les défaillances d'entreprises devenues plus nombreuses qu'il y a un an, impactent davantage d'emplois. Les créations d'entreprises restent globalement stables comparativement au 4^e trimestre 2021. La demande d'emploi de catégorie A diminue de 2,4 %, une baisse moins forte que celle observée à l'échelle nationale. Les hommes semblent davantage profiter de cette embellie, certainement en lien avec la reprise de l'emploi intérimaire constatée dans la construction et l'industrie. La demande d'emploi des femmes diminue également mais dans une moindre mesure. De même, les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite sont plus nombreux en lien avec un emploi intérimaire plus dynamique. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi tirent également profit de ce contexte positif avec un recul de 2,8 % (-12,8 % sur un an).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T4 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	100 690	-2,4	-6,9
Catégories B, C	97 070	+0,6	-4,9
Catégories A, B, C	197 760	-1,0	-5,9
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 834 000	-3,8	-9,4
Catégories B, C	2 279 300	+3,3	+0,6
Catégories A, B, C	5 113 400	-0,8	-5,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	52 070	-3,2	-8,1	-4,2	-10,0
< 25 ans	7 520	-2,1	-8,5	-0,7	-9,9
25 - 49 ans	29 240	-3,4	-8,1	-5,0	-10,5
50 ans et plus	15 300	-3,5	-7,9	-4,2	-9,0
Femmes	48 620	-1,6	-5,6	-3,4	-8,8
< 25 ans	6 670	+2,0	-2,5	-0,1	-9,8
25 - 49 ans	27 790	-1,8	-4,9	-3,9	-8,5
50 ans et plus	14 160	-2,9	-8,4	-3,5	-8,8
Total	100 690	-2,4	-6,9	-3,8	-9,4
< 25 ans	14 190	-0,2	-5,8	-0,4	-9,8
25 - 49 ans	57 030	-2,6	-6,6	-4,5	-9,5
50 ans et plus	29 470	-3,2	-8,1	-3,9	-8,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	95 780	-1,1	-6,3	-0,8	-5,4
< 25 ans	13 350	-1,5	-10,2	+0,2	-4,6
25 - 49 ans	56 730	-1,2	-6,6	-0,9	-6,0
50 ans et plus	25 700	-0,7	-3,2	-0,9	-4,4
Femmes	101 980	-0,9	-5,6	-0,8	-5,1
< 25 ans	12 250	-0,3	-10,1	+0,9	-4,9
25 - 49 ans	59 720	-0,9	-5,4	-1,0	-5,4
50 ans et plus	30 010	-1,2	-4,2	-1,0	-4,3
Total	197 760	-1,0	-5,9	-0,8	-5,2
< 25 ans	25 600	-0,9	-10,1	+0,5	-4,7
25 - 49 ans	116 450	-1,0	-6,0	-0,9	-5,7
50 ans et plus	55 710	-0,9	-3,7	-1,0	-4,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	107 140	+0,6	+0,7	+1,2	+2,9
DELD :					
1 à 2 ans	36 800	-1,9	-14,7	-1,6	-11,8
2 à 3 ans	18 950	-5,6	-17,8	-6,0	-22,8
3 ans et plus	34 870	-2,1	-7,4	-3,1	-10,1
Total DELD	90 620	-2,8	-12,8	-3,1	-13,5
Part des DELD	45,8%	-0,9 pt	-3,6 pt	-1,1 pt	-4,3 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2022	Moyenne annuelle	
		2022	2021
Assurance chômage	87 760	84 740	102 450
Solidarité - Etat	10 050	10 440	11 710
Autres	2 270	2 110	2 370
Total DE indemnisés	10 080	97 290	116 530
Formation	4 850	6 970	7 010
Part des DE indemnisés* :			
BFC	44,9%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Fin de contrat	3 420	-0,6	+15,2	+3	+14,1
Fin de mission d'intérim	1 440	-5,9	+20,0	-7	+17,7
Démission	1 060	0,0	+7,1	+2	+12,8
Rupture conventionnelle	1 270	-1,6	+0,8	+1	+4,3
Licenc. économique	260	-3,7	-16,1	-7	-24,1
Autre licenciement	1 410	+3,7	+9,3	+1	+7,2
Première entrée ⁽¹⁾	960	-2,0	-13,5	0	-12,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 900	+10,8	+11,4	+14	+21,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 370	+1,5	+4,3	+4	+1,2
Autre motif ⁽⁴⁾	1 140	-5,8	+1,8	-4	+5,6
Motif indéterminé	1 600	-11,1	-9,6	-6	-5,6
Total	19 830	+0,2	+5,8	+2	+7,3

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 970	+7,2	-11,3	-3,4	-30,1
Entrée en stage ou formation	2 240	-11,1	-15,8	-1,3	-2,9
Arrêt de recherche**	1 960	+1,6	-8,4	+1,5	-6,9
dont maladie	1 170	+2,6	-10,0	+5,0	+5,8
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 890	+6,9	+4,7	+12,4	+16,7
Radiation administrative	1 930	+6,0	+4,3	+10,4	+2,3
Autre cas ⁽²⁾	1 560	+6,8	-4,9	+2,7	-2,1
Total	20 550	+4,1	-2,5	+6,0	-1,1

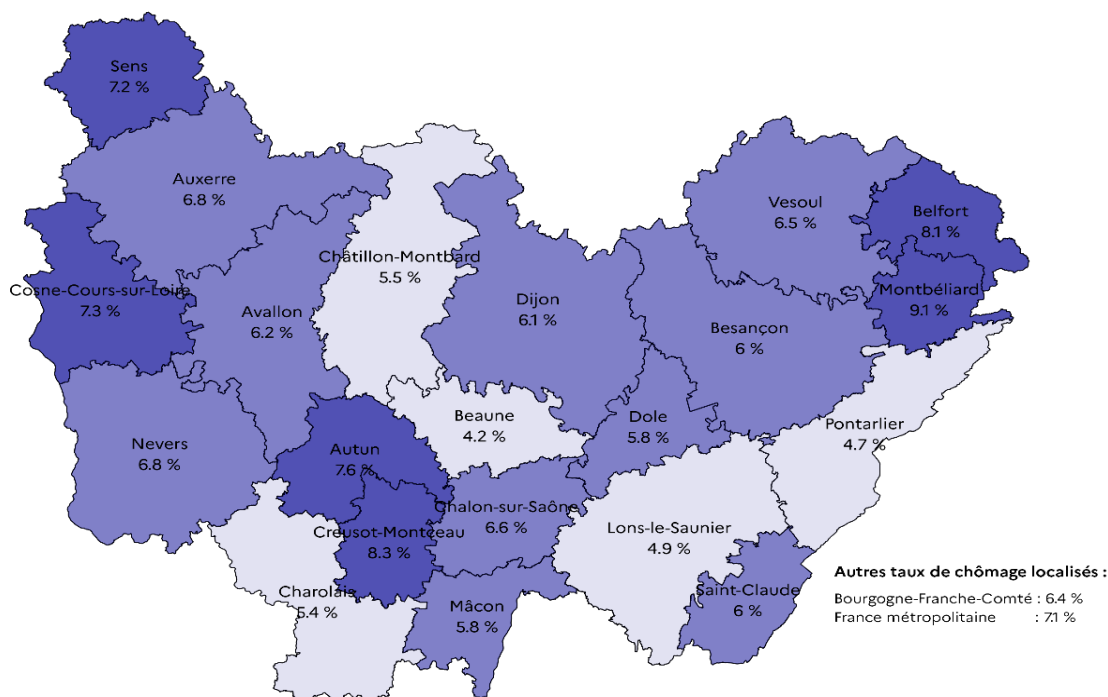
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2022



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T4 2022	Cumul 2022	Var.(%)/cumul 202	Var.(%)/cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	887	3494	-29,3	-27,5
dt jeunes	359	1 300	-24,6	-39,1
dt Education Nat.	26	125	-29,0	-16,0
dt Collectivités	206	880	-38,4	-33,9
dt résidents QPV	97	386	-12,7	-6,1
dt résidents ZRR	329	1 420	-	-
CIE Jeunes	714	2 157	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	2 005	8 450	-45,0	-43,1
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	2 814	10 168	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	175	632	-17,7	-33,4
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T 2022)				
- secteur public	820	842	+8,1	+22,9
- secteur privé	22 375	24 463	+13,5	+14,8

Les données France sont des données France entière

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 52

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T4 2022	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	2 005	-31,9	-32,4
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	1 569	-70,2	nd
IAE (au 2T 2022)	8 614	-0,5	+2,3
dont ACI	3 214	+5,1	+8,5
dont AI	3 166	-4,5	-8,4
dont EI	1 098	-0,5	+6,8
dont ETTI	1 136	-3,7	+8,2

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T2 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 202	Var.(%)/ cumul 2021
IAE	2 867	5 507	-5,9	-0,6
dont ACI	981	1 808	+6,4	+9,8
dont AI	981	1 872	-15,4	-20,9
dont EI	357	697	+4,2	+16,2
dont ETTI	548	1 130	-11,4	+8,5

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	7 956	+5,7
dont :		
Entreprises individuelles	1 147	+0,3
Micro-entrepreneurs	5 012	+9,4
Sociétés	1 797	-0,3
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 944	-0,1
dont :		
Industrie	314	+26,6
Construction	250	-7,4
Commerce	619	-17,6
Services	1 761	+4,9
Total des créations sur 12 mois glissés	11 852	-3,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

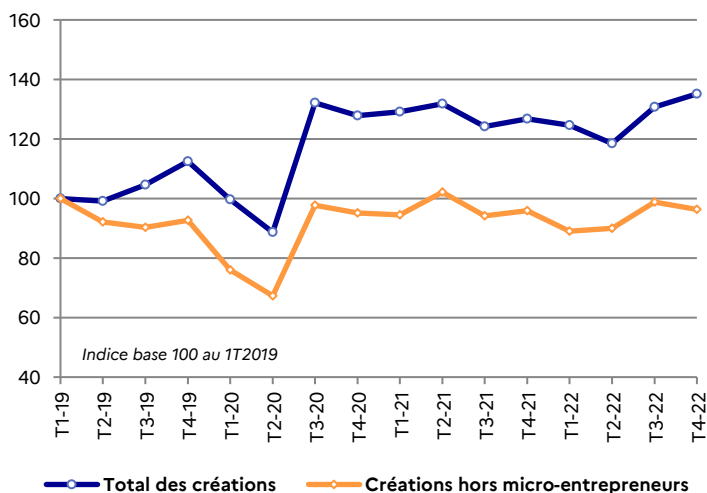
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —○— Créations hors micro-entrepreneurs

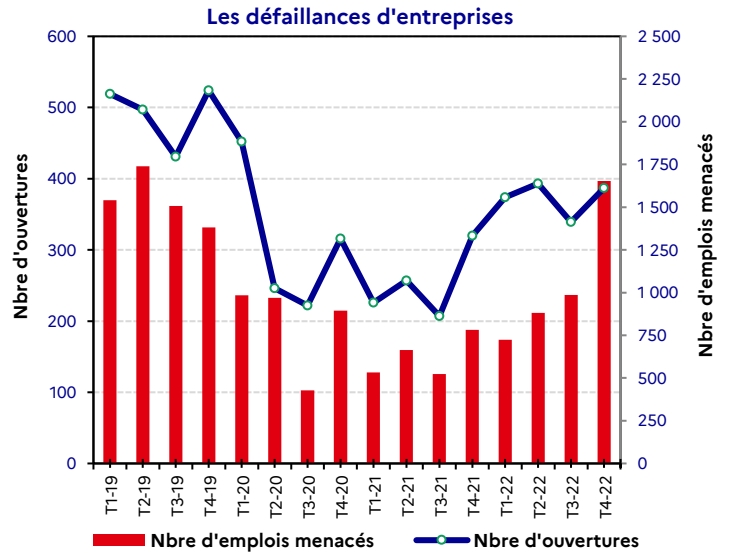
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	387	+20,9
dont :		
Sauvegardes	12	-14,3
Redressements judiciaires	117	+39,3
Liquidations judiciaires directes	258	+16,2
dont : PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	1 654	+111,8
dont :		
Agriculture	25	-45,7
Industrie	407	+80,1
Construction	421	+253,8
Commerce	225	+167,9
Services	576	+88,2
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 493	+47,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



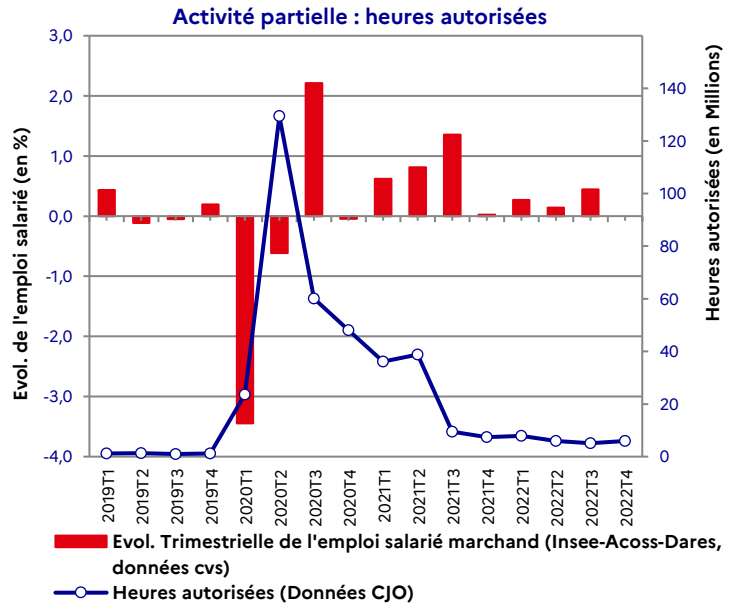
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T3 2022	T4 2022
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	881	726
Volume d'heures autorisées	5 056 406	5 962 538
dont :		
Agriculture	564	961
Industrie	3 856 336	4 836 067
Construction	38 151	105 472
Commerce	157 989	168 938
Services	1 003 366	851 100
Etablissements autorisés	797	674
dont : étaabs de 50 sal. et plus	227	198
Nombre de salariés concernés**	37 096	34 494
Total heures autorisées 12 mois glissés	26 171 061	24 781 161

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

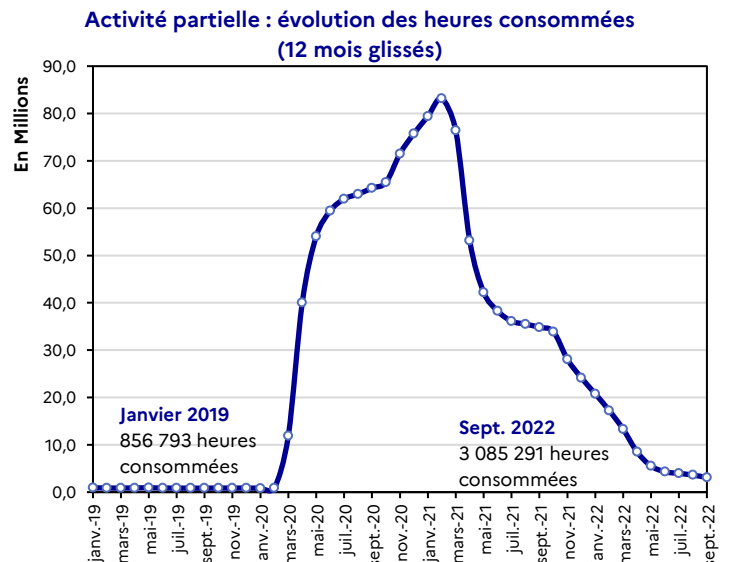


Heures consommées	BFC	
	T2 2022	T3 2022
Nombre d'heures consommées*	623 189	291 616
dont :		
Agriculture	616	267
Industrie	432 589	189 804
Construction	14 224	2 085
Commerce	36 949	25 235
Services	138 811	74 225
Etabs ayant consommé des heures	684	440
dont : étaabs de 50 sal. et plus	198	130
Nombre de salariés concernés**	7 538	3 821
Total heures consommées 12 mois glissés	4 303 089	3 085 291

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3ème trimestre 2022						
Embauches		15 413	7 614	31 243	171 336	225 606
Répartition en %		6,8	3,4	13,8	75,9	100,0
dont en % :						
	CDD	66,8	63,6	74,3	87,5	83,4
	< 25 ans	54,1	57,2	66,9	36,1	42,3
	25 - 49 ans	34,4	35,2	25,0	41,6	38,6
	50 - 54 ans	4,9	3,5	2,9	8,0	6,9
	55 ans ou plus	6,7	4,0	5,3	14,4	12,3
	Femmes	40,5	9,0	55,9	63,3	58,9
Sorties		16 664	7 599	33 452	174 842	232 557
Répartition en %		7,4	3,4	14,8	77,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	53,4	51,9	68,1	84,6	79,0
	dont CDD < 1 mois	29,0	22,2	52,1	80,0	72,8
	Demissions	19,4	22,6	15,6	7,4	9,9
	Licenciements économiques	3,7	1,5	0,6	0,3	0,6
	Licenc. non économiques	8,0	9,7	5,6	2,5	3,6
	Retraite	4,7	2,2	1,2	0,8	1,1
	Ruptures Conventionnelles	3,9	5,1	2,4	1,0	1,6
	< 25 ans	46,1	47,8	64,1	35,1	40,5
	25 - 49 ans	35,6	40,5	26,0	41,7	38,9
	50 - 54 ans	5,4	4,3	3,0	8,0	8,0
	55 ans ou plus	12,9	7,3	6,8	15,3	13,6
	Femmes	38,7	9,0	57,1	63,3	58,9

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

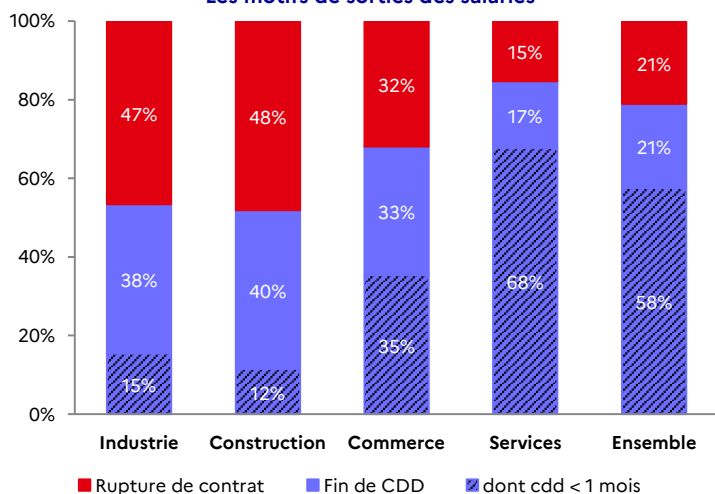
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

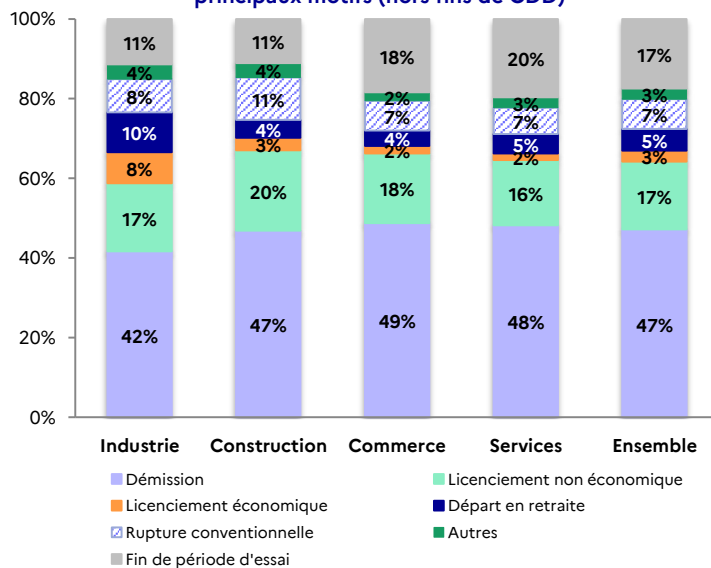
Lecture : Au 3ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 66,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 42 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		95 373	86 981	15 614	27 638	132 800	54 399
dont en % :							
	CDD	86,1	77,8	84,8	91,1	86,1	87,8
Sorties		94 076	90 550	16 227	31 704	136 892	55 039
dont en % :							
	Fins de CDD	83,9	73,4	80,3	79,5	82,5	86,0
	dont CDD < 1 mois	60,9	79,1	85,7	87,2	76,7	66,7
	Demissions	8,0	14,2	8,3	4,4	8,6	7,3
	Licenciements économiques	0,0	0,8	1,3	1,2	0,4	0,0
	Licenc. non économiques	3,6	3,9	3,7	2,5	2,8	2,8
	Retraite	0,0	0,0	0,0	8,4	0,9	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,4	2,7	2,1	1,4	1,3	0,3

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,1 % ont signé un CDD.

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté 3 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)		Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)					
		Nombre de salariés	Evolution		Evolution		Nombre de salariés	Evolution		Evolution	
			Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	17 420	+340	+2,0	-3 330	-16,1	17 520	+300	+1,7	-3 520	-16,7	
Industrie	167 610	+660	+0,4	+950	+0,6	186 280	+1 400	+0,8	+2 680	+1,5	
Industrie agro-alimentaire	28 020	+90	+0,3	+310	+1,1	30 990	+120	+0,4	+410	+1,3	
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 500	+90	+0,8	+20	+0,2	12 120	+80	+0,7	-40	-0,3	
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 550	+100	+0,5	+160	+0,7	25 280	+170	+0,7	+330	+1,3	
Matériels de transport	21 470	+40	+0,2	-580	-2,6	24 760	+430	+1,7	+810	+3,4	
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 070	+330	+0,4	+1 040	+1,3	93 120	+610	+0,7	+1 170	+1,3	
Construction	54 550	+100	+0,2	+520	+1,0	58 740	+350	+0,6	+470	+0,8	
Commerce ; réparation auto.	127 760	+190	+0,2	+1 340	+1,1	130 860	+120	+0,1	+1 500	+1,2	
Services marchands	238 250	+420	+0,2	+5 030	+2,2	248 060	+740	+0,3	+4 520	+1,9	
Transports et entreposage	50 830	-30	-0,1	+200	+0,4	54 560	+300	+0,5	-40	-0,1	
Hébergement et restauration	35 100	-260	-0,7	+1 370	+4,1	35 460	-290	-0,8	+1 370	+4,0	
Information et communication	9 190	+120	+1,3	+380	+4,3	9 270	+120	+1,3	+380	+4,2	
Services financiers	20 710	+100	+0,5	+290	+1,4	20 860	+80	+0,4	+240	+1,2	
Services immobiliers	6 430	-50	-0,7	-100	-1,5	6 500	-50	-0,7	-180	-2,6	
Services aux entreprises	74 820	+240	+0,3	+1 850	+2,5	80 020	+310	+0,4	+1 780	+2,3	
Services aux ménages	41 170	+300	+0,7	+1 040	+2,6	41 400	+270	+0,7	+950	+2,4	
Services non marchands	348 070	+230	+0,1	-1 750	-0,5	349 140	+170	+0,0	-1 800	-0,5	
Ensemble	953 650	+1 940	+0,2	+2 750	+0,3	990 610	+3 070	+0,3	+3 840	+0,4	
dont privé						750 340	+3 070	+0,4	+6 250	+0,8	
dont public						240 270	0	-0,0	-2 410	-1,0	

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

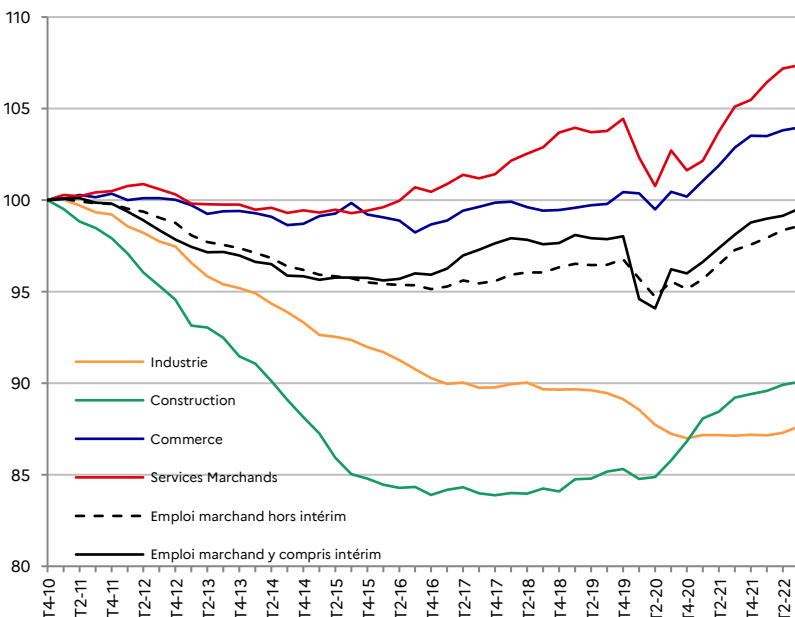
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

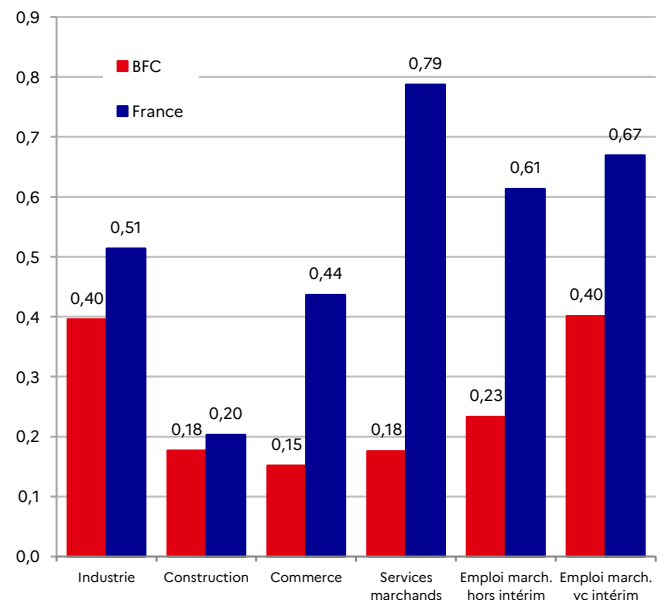
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} trim. et le 3^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 3 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	100	-35,1	-63,3	0,6	-0,8	170	-5,6	+13,3	1,7	-0,1
Industrie	19 120	+3,4	+12,7	10,2	+1,0	18 650	-1,8	+7,4	2,5	+0,1
Construction	4 650	+7,4	+0,9	7,9	-0,0	4 280	-1,2	-2,5	3,1	0,0
Commerce	2 870	+0,5	-2,6	2,2	-0,1	3 020	-3,2	+6,3	1,5	0,0
Services	11 010	+3,0	-1,7	4,4	-0,2	11 470	+0,4	+1,2	1,3	-0,2
Ensemble	37 750	+3,3	+4,9	5,9	+0,2	37 590	-1,2	+4,2	2,0	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

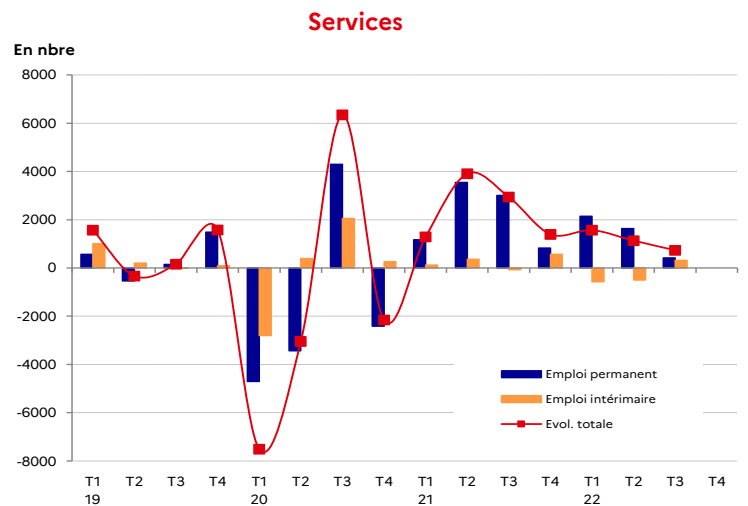
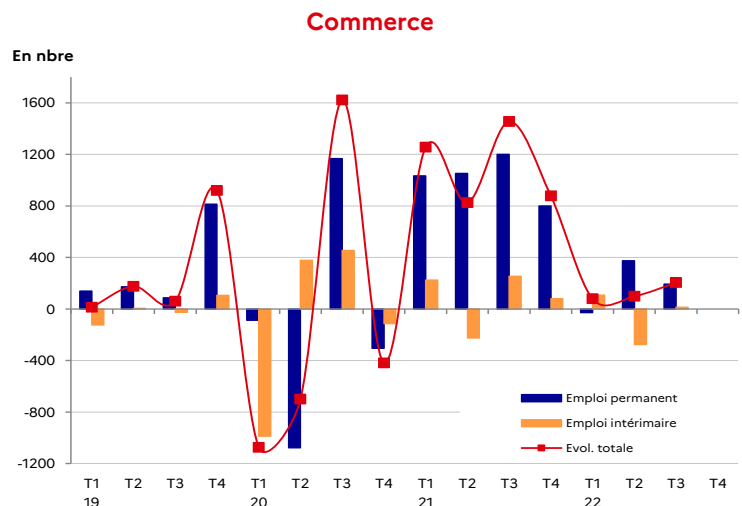
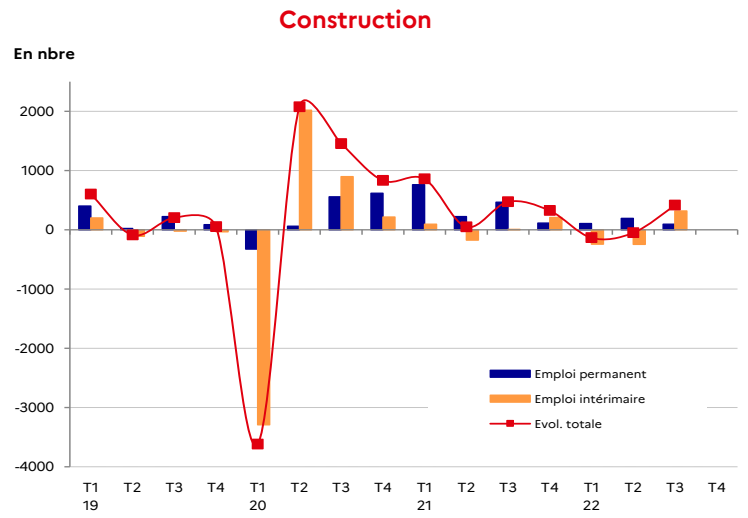
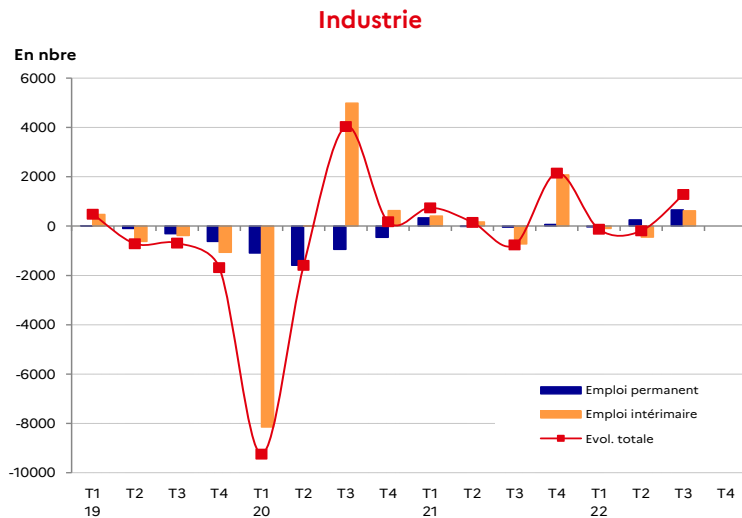
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

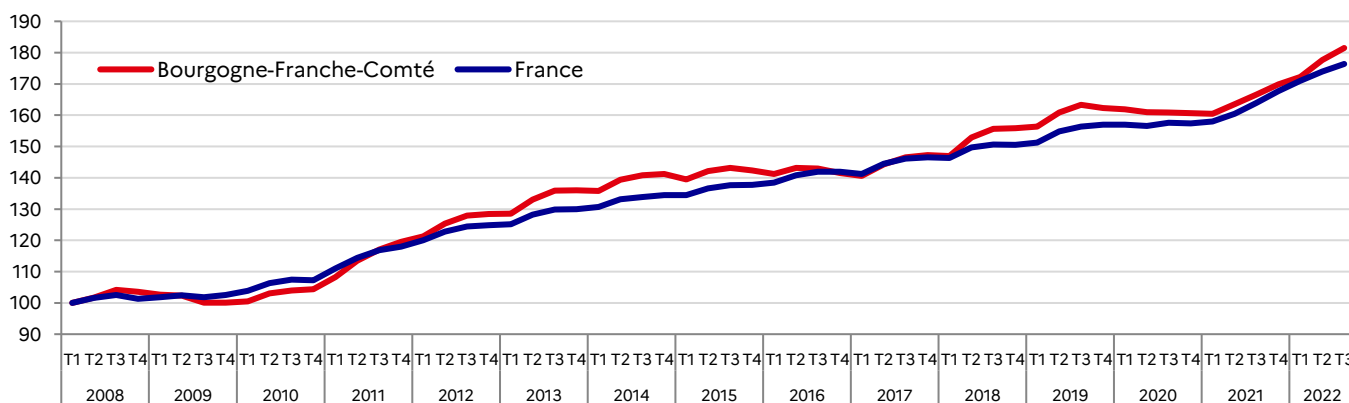
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	217 710	22,0	+0,4	-820	-0,4	180	0,4	+3,4	+28	+18,4
Doubs	222 456	198 960	20,1	+0,6	+2 300	+1,2	30 673	71,7	+2,2	+2 441	+8,6
Jura	105 149	88 040	8,9	+0,1	+100	+0,1	7 068	16,5	+1,7	+460	+7,0
Nièvre	70 977	64 320	6,5	-0,1	+410	+0,6	16	0,0	0,0	+1	+6,7
Haute-Saône	92 428	69 350	7,0	+0,4	+380	+0,6	610	1,4	+4,8	+103	+20,3
Saône-et-Loire	211 125	192 580	19,4	+0,3	+1 400	+0,7	208	0,5	0,0	+12	+6,1
Yonne	126 632	109 830	11,1	-0,2	-470	-0,4	26	0,1	0,0	+7	+36,8
Territoire de Belfort	55 791	49 830	5,0	+0,5	+550	+1,1	4 001	9,4	+2,6	+458	+12,9
BFC	1 105 129	990 610	100,0	+0,3	+3 840	+0,4	42 782	100,0	+2,2	+3 510	+8,9

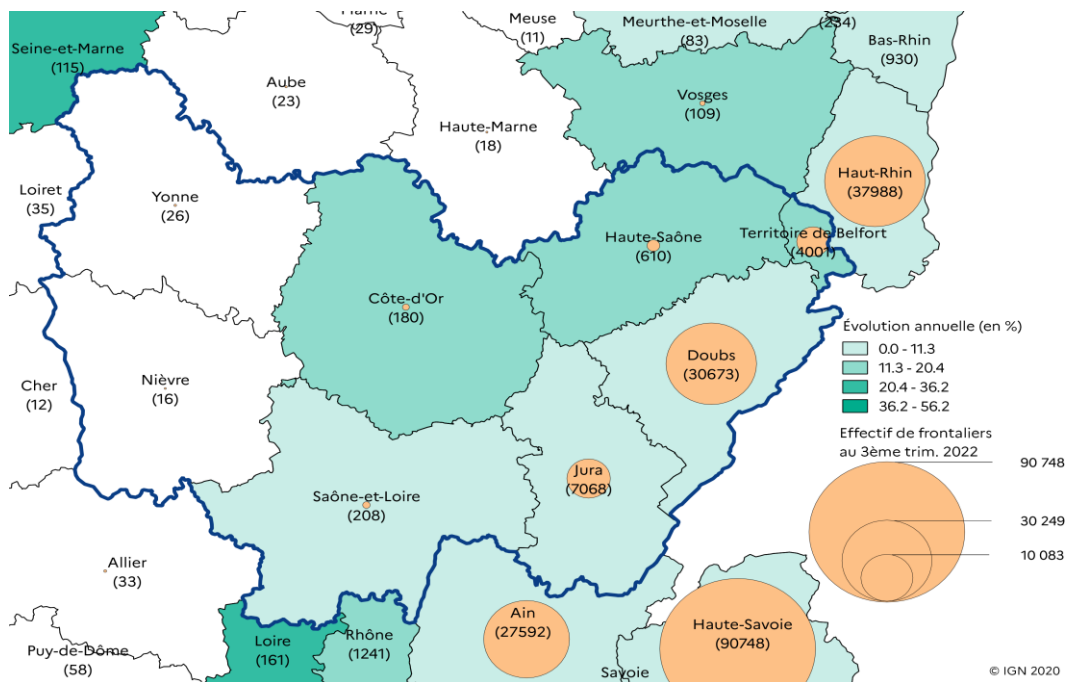
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2022	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 860	-2,9	37 337	+3,3	8 573	+3,8	1 660	-6,0
Doubs	12 583	-2,6	33 123	+3,0	10 457	+1,4	1 883	-1,9
Jura	3 563	-7,2	15 627	+2,4	5 293	+3,3	743	+0,5
Nièvre	5 670	-1,9	13 643	+1,3	6 287	+0,8	850	-8,6
Haute-Saône	4 073	-4,8	15 227	+1,3	5 470	+2,1	1 037	-2,5
Saône-et-Loire	10 143	-4,0	36 773	+2,4	11 903	+3,2	2 130	-4,5
Yonne	8 820	-3,3	23 343	+1,7	7 790	+2,4	1 333	-5,2
Territoire de Belfort	4 280	-2,9	9 707	+2,9	2 400	+3,0	707	+1,9
BFC	58 993	-3,4	184 780	+2,4	58 173	+2,5	10 343	-3,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

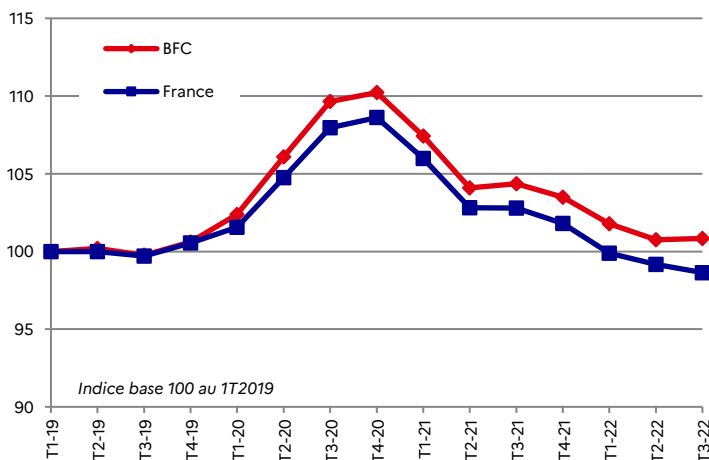
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

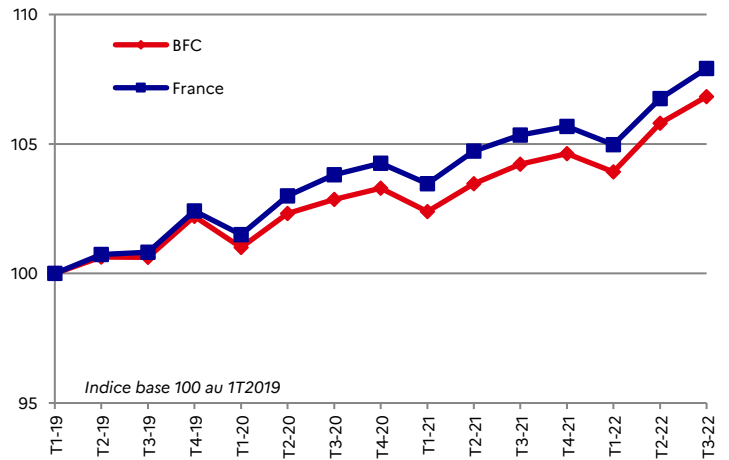
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

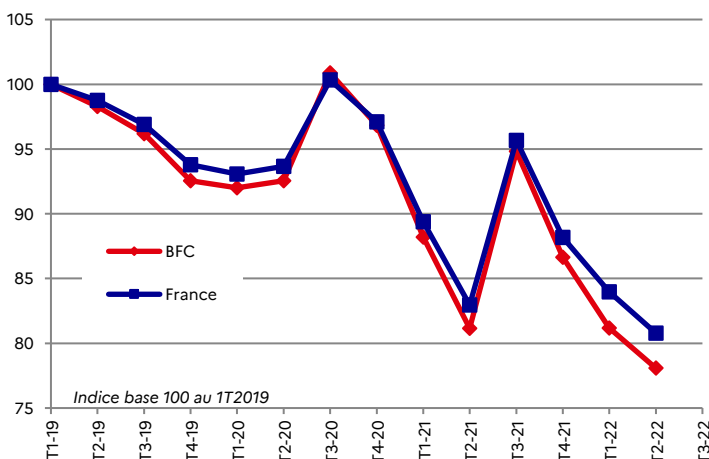
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



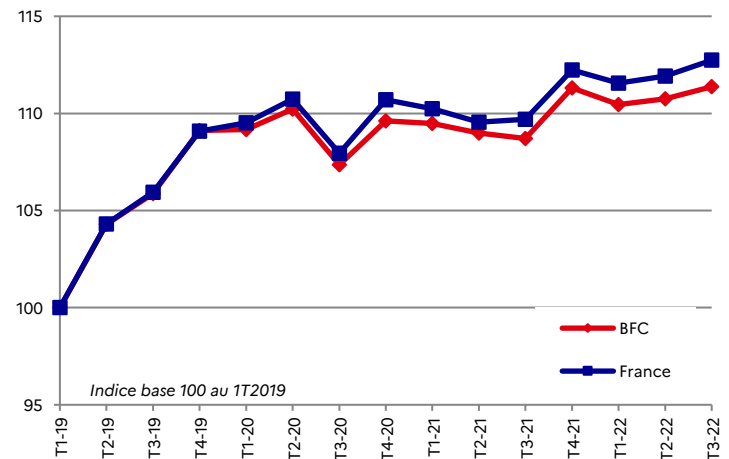
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 4^{ème} Trim. 22	18 130	20 870	7 940	6 800	8 200	19 720	12 270	6 740	100 690
Variation (en %) sur 1 Trim.	-2,6	-4,9	+0,4	-1,4	-3,1	-1,6	-1,8	-1,2	-2,4
Variation (en %) sur 1 an	-4,8	-12,8	-2,3	-2,2	-9,8	-3,0	-6,5	-10,7	-6,9
Hommes	9 300	11 100	4 070	3 600	4 110	10 020	6 360	3 510	52 070
Femmes	8 830	9 770	3 870	3 200	4 090	9 700	5 910	3 240	48 620
<25 ans	2 460	2 840	1 120	1 080	1 180	2 730	1 790	990	14 190
25-49 ans	10 690	12 270	4 430	3 680	4 520	10 710	6 870	3 870	57 030
>50 ans	4 980	5 760	2 390	2 040	2 500	6 290	3 620	1 880	29 470
DELD (Cat. A, B, C)	17 100	18 330	7 180	5 510	7 470	18 790	10 810	5 420	90 620
Taux de chômage 3 ^{ème} Trim. 22	5,8	6,7	5,2	6,9	6,5	6,4	6,8	8,4	6,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 4^{ème} Trim. 22									
Nbre ouvertures procédures	69	51	47	30	29	87	50	24	387
Evolution annuelle (en %)	0,0	-21,5	+80,8	+36,4	+26,1	+40,3	+42,9	+33,3	+20,9
Trav. Temporaire 3^{ème} Trim. 22									
Effectifs	6 830	8 540	3 900	1 730	3 410	7 120	4 570	1 660	37 750
Evol./trim. précédent (en %)	-0,6	+9,0	-0,1	+2,9	+4,9	+2,4	-0,3	+13,0	+3,3
Activité Partielle 3^{ème} Trim. 22									
Nbre d'heures consommées	48 355	85 266	29 317	11 836	22 457	41 499	9 082	43 804	291 616
Evol./trim. précédent (en nbre)	-5 355	-165 238	-22 948	-9 461	-23 995	-38 901	-20 800	-44 875	-331 573

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 4^{ème} Trim. 22	124	162	80	63	105	167	132	54	887
Cumul 2022	497	606	312	287	414	689	469	220	3 494
PACEA 4^{ème} Trim. 22	416	297	109	186	232	415	179	171	2 005
Cumul 2022	1 690	1 347	428	726	868	1 958	784	649	8 450
IAE 2^{ème} Trim. 22	455	517	386	212	187	483	457	170	2 867
Cumul 2022	861	974	689	413	401	985	853	331	5 507
Apprentissage 3^{ème} Trim. 22	5 020	5 084	2 110	1 386	1 565	4 176	2 047	987	22 375
Cumul 2022	5 525	5 572	2 285	1 554	1 700	4 521	2 217	1 089	24 463

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

3 ^{ème} Trim. 2022	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	4 870	1 660	1 400	1 260	1 200	3 980	2 940	100	17 420
Evol./trim. Précédent	+3,9	+0,2	+0,7	-0,2	-3,1	+7,5	-3,4	+9,9	+2,0
Industrie :									
Effectif	26 290	39 140	18 940	8 530	15 420	34 080	17 810	7 400	167 610
Evol./trim. Précédent	+0,3	+0,5	+0,1	+0,5	+0,2	+0,7	-0,1	+0,5	+0,4
Construction :									
Effectif	12 540	10 090	5 460	3 200	3 670	11 480	5 820	2 270	54 550
Evol./trim. Précédent	-0,1	-0,3	-0,2	-1,2	+1,0	+1,2	+0,0	+0,4	+0,2
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	174 010	148 060	62 230	51 330	49 050	143 030	83 260	40 060	751 030
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,7	+0,1	-0,2	+0,5	-0,0	-0,1	+0,5	+0,3
Total :									
Effectif	217 710	198 960	88 040	64 320	69 350	192 580	109 830	49 830	990 610
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,6	+0,1	-0,1	+0,4	+0,3	-0,2	+0,5	+0,3

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS